



Journal
de la section
CGT
de la **DGFIP**
du Bas-Rhin
N°07 2024

Foutage de gueule !



Après un très long temps de réflexion, c'est le moins qu'on puisse dire, Macron a donc fini par trouver son premier ministre en la personne de Michel BARNIER, pas vraiment un progressiste. Cette nomination au forceps s'apparente déjà à une provocation en soi, compte-tenu des résultats des récentes échéances électorales, européennes comme législatives.

Comme il fallait s'y attendre, le droitier soi-disant expérimenté et consensuel a difficilement constitué un gouvernement bien ancré à droite. Il a fait une unique concession aux résultats des récents scrutins : la nomination de Didier MIGAUD, (paraît-il un ancien dangereux gauchiste, ayant depuis belle lurette émigré vers le centre, voire pire), au ministère de la Justice, donc garde des sceaux.

Si ça ce n'est pas ignorer les aspirations de plus de 50 % de nos concitoyens, voire se payer carrément leurs têtes !

Ce mépris affiché est absolument intolérable et ne devra pas perdurer. Avec la CGT et toutes les forces vives de la Nation flouée une fois de plus, il appartiendra à toutes celles et ceux qui refusent ce hold-up de le faire savoir haut et fort dans la rue, sans attendre la fin de l'année.



Le poids de la dette

Si le début de l'été se prêtait à la question de rester svelte et de garder la ligne au bord de la plage pour les vacanciers, le mois de septembre a été la période des bonnes résolutions budgétaires de l'État pour les nouveaux ministres en charge de ce dossier. Tout ceci afin de préserver la bonne santé et la ligne d'une France qui a vécu une période de forte croissance de la dette publique sous l'ère Macron I (de 2017 à 2024). Ainsi, comme pour le commun des mortels, la bonne santé d'un pays passerait par l'importance du poids, celui de la dette.

Notre nouveau ministre des Finances ainsi que le ministre en charge du Budget et des Comptes Publics, arrivés sur les chapeaux de roue, trouvent donc une situation budgétaire préoccupante. En effet, la dette a augmenté de 45 % entre 2017 et 2024 : elle a gagné environ 1 000 milliards d'euros en à peine 7 années, passant ainsi à plus de 3200 milliards pour 2024. L'aggravation de la dette française alarme jusqu'au séillant gouverneur de la Banque de France, François Villeroy de Galhau (encore un transfuge du ministère des Finances).

Si certains « experts » des « grands » journaux détenus par les puissants mettent en cause les mesures obtenues par les gilets jaunes (10 milliards d'euros), la gestion de la crise Covid en 2020, ainsi que des prévisions trop optimistes de la croissance française pour 2024, pas besoin d'être grand clerc pour comprendre que ces faits n'expliquent pas à eux seuls l'accroissement vertigineux de la dette française de 1 000 milliards d'euros entre 2017 et 2024. Les mesures budgétaires non financées ne sont hélas pas les seules raisons de l'endettement de la France.

Une analyse plus poussée de cette situation implique la baisse organisée des recettes de l'État. Voici une énumération des plus importantes mesures :

- suppression de la cotisation patronale sur les bas salaires (20 milliards par an),
- suppression de l'ISF (4 milliards par an),
- diminution du taux de l'impôt sur les sociétés (11,5 milliards par an),
- mise en place de la Flat Tax (1,5 milliard par an)
- création du Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi (CICE, soit plus de 20 milliards par an, ensuite transformé en baisse pérenne des cotisations patronales en 2019) ...

Autant de cadeaux aux entreprises qui déstabilisent le budget de notre nation au motif fallacieux de la compétitivité. Les subventions aux entreprises sont ainsi passées de 10 milliards par an en 1980 à 200 milliards par an en 2024. On peut toutefois douter de l'utilité de ces mesures qui ont pour principal effet d'augmenter les distributions aux actionnaires des grandes entreprises : les distributions de dividendes et les rachats d'actions des sociétés au CAC 40 ont ainsi atteint un nouveau record en 2023 : 97 milliards d'euros !

50 MILLIARDS «D'ÉCONOMIES» D'ICI 2027 ?!



Il suffirait d'aller chercher l'argent là où il se trouve en surabondance, dans les poches des nantis qui se sont gavés durant des années aux dépens des services publics et des Français. Mais est-ce que le nouveau gouvernement Barnier partagera cette analyse sommaire ? Dans ses récentes annonces, le 1er ministre, bien que prévoyant un prélèvement

exceptionnel de 8 milliards sur les grands groupes et une taxe sur les rachats d'actions, cible principalement son « action » budgétaire par la baisse de dépenses de l'État. La Cigogne doute d'un retour à une fiscalité plus juste et craint une nouvelle purge, notamment dans les emplois de la DGFIP. La suite au prochain épisode ?

Éternelle austérité

Depuis plus d'une décennie à présent, les Français hurlent avec raison à la déliquescence des services publics, mais il est à craindre que la surdité des pouvoirs publics à ce propos, soit inguérissable. Bien sûr la DGFIP paye régulièrement un lourd tribut aux coupes franches décidées en haut lieu, il faut bien faire des économies quelque part ! Mais qui est ce qui paye le prix fort de cette austérité mal placée ? Bien évidemment le contribuable moyen comme toujours, et bien entendu le petit fonctionnaire rémunéré au lance-pierres depuis des lustres. Car selon Médiapart, les hauts fonctionnaires eux, ont bénéficié en 2023, d'environ 25 % d'augmentation de leur rémunération salariale. On ne prête qu'aux riches, c'est bien connu !

Devant la situation économique catastrophique de la France laissée par Bruno LEMAIRE sans aucun doute sur ordre du Patron, l'exercice 2024 restera une fois de plus une année blanche pour la Fonction Publique, alors que des besoins criants se font sentir à tous les niveaux en France et en Navarre comme on dit, la DRFiP 67 ne faisant pas exception.

En effet, en 2024, rien de moins que 12 emplois supplémentaires ont été supprimés dans le département selon le détail suivant : 1 A +, 1 A, 4 B et 8 C, ceci sans tenir compte des nouvelles missions transférées à notre direction.

Il en résulte un déficit global de 107 postes vacants toujours dans le département, selon le détail ci-après : 6 inspecteurs, 42 contrôleurs, 55 agents et 4 agents techniques ! Évidemment, cette politique restrictive et malheureusement répétitive a des effets désastreux sur le quotidien de bon nombre de français complètement paumés et dépassés par les impératifs de l'informatique et bientôt de l'intelligence artificielle... qui sont par là même pénalisés par cette honteuse régression, notamment de l'accueil, et du service public auquel ils ont droit. Mais pour les élus et gouvernants il est tellement plus facile de se goinfrer, et de régulièrement augmenter ses indemnités, en stigmatisant les fonctionnaires de base, qui eux font le boulot, plutôt que de s'attaquer aux véritables sources du déficit public, à savoir entre autres les cadeaux aux grands industriels, et les dépenses somptuaires et outrancières de nos actuels dirigeants, par exemple. Les français ont massivement exprimé leur rejet, pour ne pas dire leur dégoût de la Macronie par leurs suffrages, au courant de l'été, mais une fois de plus, ont été dédaignés et méprisés par le Président de la République, qui persiste dans ses errements Jupitériens. Attention au retour de manivelle, venant d'une population excédée. Il faudra bien un jour prochain, avec la CGT entre autres, faire rétablir la justice et donc la confiance en nos institutions ! Qu'on se le dise !

Ailleurs dans le monde (du travail)

En Grèce, on travaille plus pour gagner... un peu plus

La Grèce était déjà un des pays européens où les salariés travaillent le plus (et sont loin d'être ceux qui gagnent le plus) avec 41 h par semaine.

Depuis le 1er juillet 2024, les employeurs peuvent exiger de leurs salariés 48 h de travail, réparties sur 6 jours. En cause, la baisse de la démographie et la pénurie de travailleurs qualifiés. Mais pas de panique, c'est pour leur bien, puisque selon le 1er ministre, "cette législation est favorable aux travailleurs, puisqu'elle est profondément axée sur la croissance et vise à stimuler la productivité." (c'est bien connu que plus on travaille plus on est productif !). C'est surtout une manière pour les employeurs de ne pouvoir payer ces heures supplémentaires que 40 % de plus.

Au moins, cette mesure devrait soulager les problèmes de sur-tourisme dans le pays, vu que les habitants n'auront même plus le temps d'aller se promener...

En Chine, on travaille plus longtemps, mais toujours sans garantie d'une retraite décente

Pour l'instant, la Chine fait partie des pays où l'on peut partir le plus tôt à la retraite. Mais pour la première fois depuis 70 ans, l'âge légal va progressivement être repoussé (à partir de 2025). Il était de 50 ans pour les ouvrières, de 55 ans pour les femmes employées ou cadres et de 60 ans pour les hommes. Il passera à 55, 58 et 63 ans d'ici quinze ans.

Pour le parti chinois, il s'agit de s'adapter à l'« augmentation généralisée de l'espérance de vie et du nombre d'années d'éducation », en clair au vieillissement de la population.

Il n'est cependant pas précisé si cette réforme aidera les salariés âgés à conserver ou retrouver un emploi, les jeunes à en trouver un (le taux de chômage de cette catégorie de la population était de 17,1 % en juillet 2024) et surtout, les retraités à avoir enfin une retraite décente, notamment en milieu rural.



En Allemagne, même les emplois protégés ne le sont plus tant que ça

Il y a 30 ans, l'entreprise Volkswagen mettait en place un accord pour garantir les emplois de ses salariés jusqu'en 2029 au minimum. L'entreprise, qui compte plusieurs centaines de milliers de salariés, était alors un modèle de stabilité.

Pourtant, le PDG Olivier BLUME a annoncé en septembre 2024 vouloir, dans le cadre d'un plan de réduction des coûts, mettre fin à cet engagement. Il n'a par contre pas fait mention d'une éventuelle baisse de son salaire, qui s'élevait en 2023 à 8,7 millions d'euros (dont 1,3 millions de revenus fixes). Avec les revenus venant de Porsche (qu'il dirige également), on arrive quand même à 9,5 millions d'euros.

La cause de ces difficultés serait, entre autres, une baisse des ventes en Chine, où certains constructeurs proposent des modèles plus compétitifs, notamment pour les véhicules électriques.

C'est donc un plan d'économie radical qui est envisagé, avec la fermeture de deux usines et des licenciements massifs. Des négociations avec les syndicats sont en cours, mais c'est bien, pour le constructeur, l'affirmation que la stabilité de l'emploi n'est clairement plus une priorité.

L'herbe n'est pas plus verte ailleurs. Prenons garde de penser que cela n'arrive qu'aux autres. Nos dirigeants actuels pourraient bien être tentés de puiser quelques « bonnes » idées...

Accueil nouveaux arrivants : Harmonisation

Notre trop chère DGFIP, toujours prompte à décliner les directives destructrices de la macronie au niveau local, ne pourrait-elle pas demander aux DR et DDFIP une harmonisation en matière d'accueil des nouveaux arrivants ?

Car, force est de constater qu'il existe autant de pratiques locales que de fromages dans ce pays !

Entre les directions qui ignorent purement et simplement les organisations syndicales (OS) n'ayant pas d'élus locaux, celles qui n'offrent pas/plus de temps de parole aux OS et organismes « sociaux » (Mutuelle, ATSCAF ...), celles qui invitent à un moment de convivialité, les accueils ne sont pas les mêmes d'un département à l'autre.

Dans le 67, pas de prise de parole devant l'assemblée des nouveaux, pas de collation, juste une série de stands dans une salle annexe pour échanger avec les pauvres âmes égarées dans les couloirs en cherchant une sortie qu'elles ne trouveront pas.

Au final, notre section a tout de même reçu une trentaine de collègues (un peu plus que l'an dernier) pour discuter et distribuer de

l'information locale lors de cette journée ensoleillée qui s'est terminée pour certains seulement par une promenade en bateau-mouche.

C'est à peine la
rentrée, et déjà
privé de goûter



Honteuse dérive !

Dans sa belle chanson « Ma France », Jean Ferrat se désolait déjà, dans les années soixante, soit il y a plus de 50 ans, d'un certain déclin de son pays, et de ses valeurs, qui faisaient pourtant l'admiration du monde entier. Il faut dire malgré tout, qu'à cette époque, les gouvernants, qu'ils soient de droite du centre ou de la gauche, avaient encore une certaine légitimité, un certain charisme, étaient des femmes et des hommes respectables, plus ou moins respectueux les uns envers les autres, dont la parole avait encore un sens, et une certaine valeur.

Mais depuis le nouveau millénaire, nos politiques, non seulement n'ont plus d'éthique, n'ont plus d'envergure, sont d'une arrogance et d'un sans-gêne honteux, et n'ont enfin plus de convictions à défendre, si ce n'est celle du profit à tout prix, pour le bien être de leurs commanditaires ou sponsors comme on dit, les rois de la Finance, les grands industriels, et milliardaires, auxquels ils ont vendu leur âme et leur intégrité, bref, ce sont à présent des pantins, inaudibles, voire même ridicules. C'est ainsi que le gamin capricieux qui se veut être le Président des Français, est en train de ruiner le pays de par ses cadeaux fiscaux aux grands patrons, de par ses lubies dignes du Roi soleil,

de par son train de vie pharaonique, et de ses caprices d'enfant gâté.

Mais plus grave encore, est qu'il ridiculise et porte le discrédit sur notre pays aux yeux du monde entier, par son déni de démocratie, et son interprétation absurde et fantaisiste des derniers scrutins électoraux, notamment des dernières législatives consécutives à cette dissolution soudaine. Quel crédit, peut-il rester aux yeux du monde entier, à une nation qui prône la démocratie à longueur d'année, qui donne des leçons à toute l'Europe en ce sens, alors qu'elle-même ne respecte pas le résultat des urnes ? Outre le fait d'avoir réduit l'industrie française à néant ou presque, les services publics, l'hôpital, le savoir faire français, Macron a même réussi à piétiner les institutions de la V^e République pourtant solides et bien ancrées, du moins le pensaient les français qui se sont massivement et opportunément rendus aux urnes au début de l'été. Dès lors, et malheureusement, c'est dans la rue avec la CGT et les organisations démocratiques, sociales et progressistes que le peuple français devra faire respecter les résultats des urnes qui leur a été volé. Elle est devenue bien triste et morose, ma France !

JE ME SYNDIQUE à la CGT Finances Publiques

Nom :

Prénom :

Grade :

Indice :

Adresse administrative :

Bulletin à retourner au syndicat
par l'intermédiaire du correspondant
ou au secrétaire :

Gilles STREICHER au PCRP

Strasbourg,

10 RUE SIMONIS, 67100 STRASBOURG

Tél : 03.90.41.20.07 ou (0049) 176 7666 49 43

